



Déclaration liminaire F.S.U.

18 novembre 2025

Messieurs les co-présidents du CDEN, Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous souhaitons tout d'abord remercier la DSDEN, et plus particulièrement les personnels des services, pour nous avoir transmis en amont le bilan qui sera présenté ce soir. Cette pratique, respectueuse du débat démocratique et contradictoire, est le fondement même d'un conseil en République.

Pour autant, les membres de la FSU abordent ce CDEN de bilan de rentrée avec une analyse extrêmement critique des politiques menées au sommet de l'État. Ces politiques ont des conséquences violentes et implacables dans les écoles, où elles frappent d'abord les plus fragiles : les élèves de l'École publique. Elles touchent aussi les agent•es de l'Éducation nationale, qui tiennent à bout de bras une institution malmenée et gouvernée par la politique du chiffre. Cette logique, qui sévit également dans le service public de santé et les ministères en charge des questions sociales, d'emploi ou culturelles, n'est que la résultante de choix politiques et économiques. L'austérité sert de prétexte à de nouveaux durcissements des politiques antisociales déjà à l'œuvre.

La justice fiscale : un choix politique, pas une utopie

*C'est dans ce contexte que se joue, à l'Assemblée nationale, une comédie aussi terrible que cynique. Le gouvernement et ses soutiens (LR et RN, alliés du bloc extrême-centriste) s'emploient à nier les principes mêmes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC), et notamment son **article 13** :*

« Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. »

*C'est pour appliquer cet article que la **taxe Zucman** a été proposée, suite aux travaux d'enseignant•es-chercheur•euses de l'ESR. Elle prévoirait une contribution annuelle de **2 % du patrimoine des Français•es possédant plus de 100 millions d'euros** (soit 1 800 foyers fiscaux), permettant de dégager **19,8 milliards d'euros**. Pourtant, cette proposition,*



soutenue par **86 % des Français•es** selon un sondage Ifop, se heurte à l'obstination d'une minorité privilégiée.

La FSU porte des choix bien plus ambitieux et réalistes. Un système fiscal respectueux de l'article 13 de la DDHC permettrait de financer des services publics rénovés et de réduire les inégalités. **Comment ?**

- **Restaurer l'ISF** (15 milliards d'euros) pour taxer les grands patrimoines ;
- **Instaurer une taxe sur les transactions financières** (0,5 %, 11 milliards d'euros) pour réguler la spéculation ;
- **Appliquer la taxe Zucman** sur les milliardaires (20 milliards d'euros) pour une fiscalité mondiale équitable ;
- **Supprimer la flat tax** (9 milliards d'euros) et rétablir une imposition progressive des revenus du capital ;
- **Taxer davantage les super-héritages** (12 milliards d'euros) et les superprofits (20 milliards d'euros) pour une contribution juste des plus fortunés.

Résultat : 87 milliards d'euros pourraient être dégagés. Avec cette somme, il serait possible de :

- Créer **145 000 postes d'enseignant•es et d'AESH** (soit plusieurs centaines, voire un millier, de postes supplémentaires en Sarthe) ;
- Construire **2 nouvelles universités** ;
- Augmenter le **point d'indice de 3,5 %** pour revaloriser les salaires des fonctionnaires ;
- Financer **151 987 logements sociaux** et rénover **36 554 établissements scolaires** pour garantir des conditions dignes à toutes et tous ;
- Investir **4,35 milliards d'euros** dans la lutte contre les violences faites aux femmes.
- **Il resterait alors 8,70 milliards d'euros** pour garantir la retraite à 60 ans, car **64 ans, c'est toujours non !**

À la FSU, nous l'affirmons avec solennité : « La justice fiscale n'est pas une utopie, mais un choix politique. »



L'urgence de la mobilisation : 2 décembre 2025

C'est pourquoi la FSU, aux côtés de la CGT et de Solidaires, appelle à une **journée de grève et de manifestation le 2 décembre**. Il est urgent d'en finir avec les PLF et PLFSS actuellement en discussion, véritables **musées des horreurs**.

Cette urgence est largement partagée : 86 % des Français·es soutiennent la taxe Zucman.

Dans le même temps, M. Bernard Arnault, première fortune française, déclarait en janvier dernier :

« J'ai pu voir le vent d'optimisme qui régnait [aux États-Unis]. Et quand on revient en France, c'est un peu la douche froide. » Il a récemment qualifié Gabriel Zucman de « **pseudo-économiste, militant d'extrême gauche** ». Rappelons que ce « **pseudo-économiste** » enseigne à l'ENS et à l'université de Berkeley, et qu'il est lauréat de la médaille John-Bates-Clark, l'une des plus prestigieuses distinctions en économie. Et la taxe qui porte son nom est soutenue par 7 Prix nobel d'économie.

Ce refus obstiné d'une juste répartition de l'effort fiscal est un projet politique partagé par la droite et l'extrême droite. Il illustre une volonté farouche et violente de maintenir, coûte que coûte, les injustices dans notre pays. Rappelons que les fondateurs historiques du RN sont des Waffens SS et des collaborateurs du régime de Vichy. La célébration du maréchal Pétain à Vichy, il y a tout juste une semaine, en est une énième démonstration.

Mesdames et messieurs les membres du CDEN, la FSU appelle les responsables et élu·es à prendre la mesure du péril politique et social qu'il y a à banaliser les idées et valeurs constitutives de l'extrême droite. La violence empêche de faire société !

L'école publique en première ligne

1. Le rejet des groupes de niveau

C'est grâce aux professionnel·les de l'Éducation, qui ont tenu tête à l'ancien ministre de l'Éducation nationale (Gabriel Attal), que les conseils d'administration des collèges ont massivement refusé de mettre en œuvre les **groupes de niveau**, rebaptisés en catastrophe **groupes de besoin**. Ces groupes sont une mesure directement inspirée du programme de Reconquête, le parti du multi-condamné pour racisme Éric Zemmour.

Les résultats sont sans appel pour cette rentrée 2025 :



- **Seulement 19 % des collèges** appliquent encore ces groupes en 6e et 5e (contre 26 % en 2024) ;
- **La part des collèges revenant à un fonctionnement en classe entière a augmenté de 11 points ;**
- **La grande majorité des collèges privés n'ont pas mis en place ces groupes** – rappelons que M. le ministre scolarise ses enfants... dans le privé.

La FSU exige la fin du « Choc des savoirs » : M. Geffray doit cesser de mettre en œuvre une politique éducative contre les usager·ères, contre les personnels, contre le service public d'Éducation !

2. La souffrance des personnels et des élèves

Le constat pour cette rentrée 2025 est sans appel : **la situation des élèves comme des personnels n'est pas bonne, et c'est un euphémisme.**

- **60 fiches SST** ont été rédigées depuis le 28 août (52 via le RSST, 8 via le secrétariat) :
 - **12 fiches sont toujours sans réponse** (4 via le RSST, 8 via le secrétariat) ;
 - **12 proviennent du second degré** (8 collèges, 4 lycées) et **48 du premier degré**. Ces chiffres montrent que la souffrance et la violence ne cessent de s'aggraver, mettant en grande difficulté les personnels sur le terrain.
- **Les AESH**, en première ligne pour accompagner les élèves en situation de handicap, sont payées avec des salaires indignes : Lors d'une récente CDAS, **sur 14 cas examinés, plus d'une dizaine concernaient des AESH dont les revenus totaux (aides comprises) avoisinent 1 000 € par mois**. Rappelons que le seuil de pauvreté est fixé à **1 073 € (50 % du niveau de vie médian) ou 1 288 € (60 %)**.

3. La violence institutionnelle et sociale

Cette violence est partout dans notre société :

- **Violences policières** : Depuis 2012, les forces de l'ordre sont à l'origine de **429 actes de violences sexuelles**. L'ONU rappelle que la France détient le **record européen de décès en garde à vue ou suite à une intervention policière : 30 morts par an en moyenne**. Se faire contrôler par la police, en France, est **statistiquement dangereux**. L'ONG **Flagrant déni** a récemment publié un rapport mettant en



évidence un « **effet ciseaux** » : à mesure que le nombre d'affaires de violences policières augmente, le nombre d'enquêteurs de l'IGPN diminue. Résultat : **l'impunité policière s'accroît**.

- **Féminicides** : À ce jour, la France déplore **plus de 150 meurtres de femmes en 2025**, simplement parce qu'elles étaient des femmes ou des jeunes filles.

Cette violence insupportable traverse toute la société, et l'École en paie le prix fort. Nos élèves, les enfants, la jeunesse, en sont les réceptacles les plus sensibles. Il y a nécessité à doter les services publics d'éducation, de santé et notamment de santé mentale, de prévention et de justice de moyens à la hauteur des besoins... Une société qui tourne le dos à sa jeunesse tourne le dos à son avenir.

Conclusion : Mobilisons-nous !

La FSU appelle toutes les personnes ici présentes à participer aux manifestations organisées partout en France à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre.

La violence n'est pas une fatalité : c'est un choix politique. Et nous, nous choisissons la justice sociale.